



**ENGAGÉ-ES  
AU QUOTIDIEN**

**Déclaration liminaire**

**des représentants FSU**

**au CHSCT Départemental du Nord**

**Le 02 octobre 2020**

Depuis déjà plusieurs semaines, les cas avérés de Covid se multiplient avec la crainte d'une saturation de places dans les hôpitaux et une augmentation du nombre de décès.

Les derniers chiffres de santé publique France révèlent que les écoles et universités sont les premiers foyers de cluster en France devant le lieu de travail. Rappelons que pour les personnels les écoles, collèges et lycées sont leurs lieux de travail. Les informations de terrain dont nous disposons font état d'écoles dans lesquels une grande partie des personnels est touchés. Le système de remplacement n'est pas à même de répondre à cette situation et fragilise les personnels en poste non atteints par la covid-19.

Pour enrayer cette deuxième vague de l'épidémie, des mesures supplémentaires ont été mises en place dans les zones d'alerte renforcée ou d'alerte maximale. Mais parallèlement, le gouvernement a modifié dès le mardi 22 septembre les règles de fermeture de classes au primaire : le personnel, puisqu'il est masqué et que les enfants seraient peut être moins contaminants, ne sera plus considéré comme cas contact si un des élèves est positif. Pourtant, deux heures de tête à tête avec le directeur du Tour de France, testé ensuite positif, dans une voiture vitres ouvertes, avaient valu sept jours d'isolement au premier ministre, ainsi que deux tests PCR.

Faudrait-il alors croire que passer six heures dans une classe surchargée et fermée serait moins risqué ?

La réalité est bien que face à une crise du système économique et financier, le gouvernement a fait le choix de privilégier ses options libérales dans son plan de "relance", dont l'éducation est écartée : le service public d'éducation semble n'être qu'une variable d'ajustement réduite à la fonction d'accueil des enfants de salariés, et la protection sanitaire peut ainsi adopter une géométrie variable au gré des fluctuations épidémiques.

La crise sanitaire liée au Covid est grave et vient mettre en lumière encore plus évidemment les failles de l'Éducation Nationale. Voilà des années, par exemple, que l'état déplorable des sanitaires, ainsi que le manque de points d'eau pour se laver les mains sont récurrents dans de nombreuses écoles et établissements, ce dont la FSU a déjà alerté . Une hygiène irréprochable est un facteur essentiel pour limiter la propagation d'un virus. Et pourtant aucuns travaux n'ont été réalisés pendant les vacances d'été pour y remédier sérieusement.« Nous sommes préparés à tout » a annoncé JM Blanquer dans le JDD du 29/08/2020. Il suffit de rentrer dans les toilettes de bon nombre d'écoles pour comprendre que ce n'est pas le cas.

Le ministre a aussi affirmé que ce serait « une année la plus normale possible ». Mais où est la normalité quand dans une classe d'un PE absent depuis la rentrée, il y a eu cinq remplaçants différents et que parfois il n'y avait personne pour assurer la classe ?

Où est la normalité quand on doit faire appel à des brigades REP+ ( remplaçants pour que des enseignants puissent suivre une formation) ,des conseillers pédagogiques ou à des membres du RASED ( enseignants spécialisés prenant en charge des élèves en difficultés scolaires) pour faire face à la pénurie de remplaçants dit « ordinaires » ?

Et bien pour la FSU, CE N'EST PAS NORMAL !

Dès cette année, il aurait fallu des embauches nombreuses d'agents et d'enseignants afin de pouvoir remplacer les malades et limiter le nombre d'élèves par classe.

Ces mesures auraient augmenté le budget ? Certes !

Mais de l'argent, il y en a ! L'état français vient de débloquer 100 milliards d'euros, ce qui correspond à 2,7 millions d'emplois payés 1800 € pendant un an. Et dans les faits, cet argent ne servira pas à la fonction publique ni ne servira l'intérêt général.

Ceci dit, nous sommes bien conscients que ce n'est pas dans cette instance du chsct59 que nous pourrions rebattre les cartes du gouvernement.

Par contre, certains éléments de la gestion de la crise sanitaire doivent y être débattus, évalués et redéfinis si nécessaire dans l'intérêt de santé et des conditions de travail des personnels . Ainsi, des remontées de collègues nous alertent en signalant qu'une certaine opacité règne dans notre département sur des situations de malades du covid. « Si des collègues te téléphonent pour connaître ton résultat ( positif ) , tu ne leurs dis rien » a dit une directrice. Face au nombre croissant de cas, il faut au contraire renforcer tout avertissement pour que chacun puisse prendre ses responsabilités en se faisant tester, faute de se mettre en isolement.

Pour la FSU, il semble essentiel que le Dasen fasse une communication auprès de tous les personnels pour prévenir les cas contact s'ils le souhaitent, sans se limiter à la seule intervention de l'ARS. Ou à minima rappeler à chaque supérieur hiérarchique de laisser le choix aux personnels d'informer de leur état de santé.

Dans le même état d'esprit, nous réitérons notre demande que les représentants des personnels au chsct59 soient informés, comme l'année dernière, de la situation précise des fermetures et évictions.

Nous débattons aujourd'hui, lors de ce chsct spécial covid, de l'organisation de la gestion de la crise sanitaire actuelle spécifique à notre département : approvisionnement de masques, gel, protocole au sein des établissements, règles à respecter en cas de cas avérés ou suspectés, etc.

Des avis de représentants des personnels seront déposés, tout comme d'autres ont été votés lors de précédentes séances. Pour la FSU, il serait impératif, pour le bon fonctionnement de l'instance et une compréhension claire pour l'ensemble des personnels, que des réponses claires et précises y soient apportées le plus rapidement possible.

En ces temps de pandémie, le CHSCT est plus que jamais une instance de régulation, d'alerte qu'il est nécessaire de respecter pour améliorer les conditions de travail de tous les personnels percutés professionnellement voire personnellement par la covid-19.